

Le Premier ministre Robert Fico est le grand favori de l'élection présidentielle en Slovaquie

Corinne Deloy

Analyse

Le 15 mars, les Slovaques sont appelés aux urnes pour le 1er tour de l'élection présidentielle. 14 personnes sont candidates à ce scrutin, soit le plus grand nombre jamais enregistré dans le pays. La Constitution interdit à l'actuel chef de l'Etat Ivan Gasparovic, en poste depuis le 17 avril 2004 et qui a effectué deux mandats, de se représenter.

Le Premier ministre Robert Fico (Direction-Démocratie sociale, SMER-SD), homme fort du pays, a annoncé sa candidature le 18 décembre. Grand favori du scrutin, il pourrait cependant rencontrer des difficultés au 2e tour de scrutin s'il ne parvient pas à s'imposer dès le 1er tour.

Si aucun candidat ne recueille plus de 50% des suffrages le 15 mars, le 2e tour aura lieu le 29 mars.

La fonction présidentielle et les candidats

Le président de la République possède peu de pouvoirs. Elu pour 5 ans, il est le commandant en chef des forces armées ; il négocie et ratifie les accords internationaux, promulgue les lois et peut accorder des amnisties.

Tout candidat à la magistrature suprême doit obligatoirement recueillir au moins 15 000 signatures d'électeurs ou bien celles d'un minimum de 15 députés soutenant sa candidature.

14 personnes sont officiellement candidates :

- Robert Fico Direction-Démocratie sociale (SMER-SD), actuel Premier ministre de Slovaquie ;
- Pavol Hrusovsky, soutenu par le Mouvement chrétien-démocrate (KDH) - parti qu'il a dirigé de 2000 à 2009 -, l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique (SDKU-DS) et Most-Hid (qui signifie « pont »), ancien président du Conseil national de la République (*Narodna rada Slovenskej republiky*), chambre unique du parlement ;
- Gyula Bardos, première personnalité issue de la minorité hongroise (10% de la population slovaque) à être candidate à ce poste ;
- Jan Carnogursky, indépendant, ancien Premier ministre de Slovaquie (1991-1992) et ex-dirigeant du Mouvement chrétien-démocrate (1990-2000) ;
- Milan Knazko, ancien ministre de la Culture et des Affaires étrangères. Il était également l'un des leaders

de la révolution douce de 1989 qui a conduit à la chute du système communiste ;

- Andrej Kiska, philanthrope, fondateur de l'association L'Ange de la charité ;
- Radoslav Prochazka, ancien membre du Mouvement chrétien-démocrate, vice-président du Conseil national de la République, avocat et professeur d'université, créateur de la plateforme de réflexion Alfa ;
- Helena Mezenska (Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes, OL'aNO) ;
- Viliam Fischer, chirurgien du cœur ;
- Milan Melnik, scientifique ;
- Jozef Behyl, indépendant, humanitaire ;
- Stanislav Martincko, soutenu par la Coalition des citoyens de Slovaquie ;
- Jozef Simko (Parti de la Slovaquie moderne, SMS), maire de Rimavska Sobota, ville située dans la région de Banska Bystrica ;
- Jan Jurista (Parti communiste, KSS), ancien ambassadeur.

Radoslav Prochazka s'est fixé pour priorités la remise en ordre des institutions, le remplacement des dirigeants de la Cour constitutionnelle et la mise en place d'une évaluation de l'action du gouvernement. « *La Slovaquie a besoin d'un président fort qui peut prendre en compte les besoins et les intérêts du peuple* » a-t-il déclaré. Il veut également faire déménager une partie de l'administration de la capitale Bratislava aux régions de Kosice et de Banska Bystrica.

Election présidentielle en Slovaquie 15 & 29 mars 2014

Le philanthrope Andrej Kiska a affirmé que « *la Slovaquie a besoin d'un président de la République indépendant et expérimenté et non pas d'avoir à sa tête un homme rassemblant tous les pouvoirs* », allusion au Premier ministre Robert Fico.

Pour Milan Knazko, en se présentant à la magistrature suprême, Robert Fico abandonne ses électeurs ; il choisit de « *désertier son poste de Premier ministre parce qu'il n'a pas été capable d'honorer ses promesses* » a-t-il indiqué. Il a affirmé que, s'il est élu, il refuserait de signer toute loi qui aurait vocation à augmenter les impôts.

Le pari de Robert Fico

Le Premier ministre, qui a choisi pour slogan *Pripravený pre Slovensko* (Prêts pour la Slovaquie), est soutenu par les 83 députés de son parti politique ainsi que par le président sortant Ivan Gasparovic. En se portant candidat à l'élection présidentielle, Robert Fico fait un véritable pari. En effet, s'il ne parvient à remporter le scrutin dès le 1er tour, il pourrait avoir des difficultés à s'imposer le 29 mars face à un adversaire qui pourrait réussir à rassembler sur son nom l'ensemble des opposants du chef du gouvernement.

Le dirigeant du Mouvement chrétien-démocrate, Jan Figel, a d'ailleurs déclaré que 2014 pourrait bien être une année de rupture pour Robert Fico. Il a rappelé que l'ancien Premier ministre (1993-1994 et 1994-1998) Vladimir Meciar (Mouvement pour une Slovaquie démocratique, HZDS) avait lui aussi tenté de se faire élire à la tête de l'Etat à deux reprises (1999 et 2004).

Trois raisons peuvent expliquer le désir du Premier ministre d'accéder à la magistrature suprême. Tout d'abord, Robert Fico apparaît comme le seul candidat possible pour son parti. Aucune autre personnalité ne semble en mesure de s'imposer à ce scrutin. Deuxième raison, le Premier ministre dépend du soutien du Conseil national de la République pour conserver son pouvoir. Il pourrait par conséquent perdre son poste lors des prochaines élections législatives prévues au printemps 2016. En accédant à la tête de l'Etat, il serait en revanche assuré de conserver le pouvoir durant les 5 années à venir.

Une victoire du chef du gouvernement à l'élection des 15 et 29 mars prochains entraînerait certainement une présidentialisation de la Slovaquie, pays où le chef de l'Etat dispose de peu de pouvoirs et ne possède pas le contrôle de l'agenda politique.

Robert Fico a sans doute observé avec attention le parcours de son voisin Milos Zeman (Parti des droits des citoyens, SPO), élu à la tête de la République tchèque le 26 janvier 2013. Premier chef de l'Etat tchèque à avoir été élu au suffrage universel direct, Milos Zeman dispose de pouvoirs plus larges que ses prédécesseurs. Il a montré à plusieurs reprises son désir d'influer sur la vie politique au point qu'on lui a pu lui reprocher son style autoritaire.

Le Premier ministre a indiqué qu'il ne démissionnerait pas de la tête du gouvernement avant le scrutin présidentiel. Il ne devrait pas manquer d'utiliser son pouvoir actuel durant la campagne électorale.

La candidature, et *a fortiori* la possible victoire, de Robert Fico pose la question de sa succession à la tête de son parti et du gouvernement. Plusieurs personnes sont pressenties pour le remplacer parmi lesquelles l'actuel président du Conseil de la République, Pavol Paska, le ministre de l'Intérieur, Robert Kalinak, et celui de la Culture, Marek Madaric.

Direction-Démocratie sociale gouverne la Slovaquie depuis le scrutin législatif du 10 mars 2012. Il a été le premier parti à remporter la majorité absolue aux élections législatives depuis l'indépendance du pays en 1993. L'Ouest et le Nord du pays constituent des bastions du parti du Premier ministre. Ce dernier se veut l'avocat du peuple et des Slovaques les plus défavorisés. Il est populaire pour sa politique sociale : il a en effet toujours refusé, y compris au plus fort de la crise économique, de réduire les pensions de retraite et les allocations sociales. En janvier 2013, il a en outre supprimé l'impôt à taux unique de 19% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés et imposé aux entreprises un impôt de 23%. La Slovaquie a connu une croissance de 1% en 2013 et de 1,8% en 2012.

Beaucoup d'analystes et d'hommes politiques mettent en avant la menace que fait peser une victoire de

Robert Fico sur l'équilibre des pouvoirs. Direction-Démocratie sociale contrôle le gouvernement mais aussi la grande majorité des régions (6 sur 8).

« *Nous n'avons pas à nous excuser de notre victoire aux élections législatives du 10 mars 2012* » a déclaré le Premier ministre, qui a également affirmé que l'harmonie entre le président de la République, le parlement et le chef du gouvernement constitue la base de la stabilité du pays, stabilité qu'il souhaite incarner et renforcer. « *Le chef de l'Etat doit unir le pays quand le Premier ministre a tendance à le diviser* » a indiqué Robert Fico. Une collaboration entre le chef de l'Etat et le gouvernement, notamment en ce qui concerne la politique extérieure du pays (le Premier ministre souhaite ainsi représenter la Slovaquie au Conseil européen) est essentielle aux yeux de Robert Fico qui a souligné qu'aucun des 13 autres candidats ne semblait intéressé par un dialogue avec le gouvernement.

« *Robert Fico transforme l'élection présidentielle en référendum sur la question suivante : Voulez-vous qu'une seule personne dirige la Slovaquie ?* » a indiqué Matus Kostolny, rédacteur en chef du quotidien SME.

Selon les enquêtes d'opinion, la majorité des sympathisants de Direction-Démocratie sociale souhaitent que Robert Fico reste Premier ministre.

Une droite éclatée

La droite slovaque est extrêmement fragmentée, un éclatement que le politologue Miroslav Kusy, voit se poursuivre et s'accroître. Elle n'est pas parvenue à tirer les leçons de sa défaite aux élections législatives de mars 2012. Elle a beaucoup souffert de l'affaire Gorilla, nom d'une opération des services de renseignements slovaques révélée en décembre 2011 par la publication de documents secrets et la mise en ligne sur Internet d'enregistrements de conversations des années 2005 et 2006 (époque où la droite était au pouvoir) et révélant les liens du monde de la politique avec celui des affaires.

Plus de deux ans plus tard, les partis de droite ne sont pas parvenus à améliorer leur image. Récemment, Lucia Zitnanska, ancienne vice-présidente de l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique, Miroslav Beblavy et Magdalena Vasaryova ont quitté leur parti et fondé Créons la Slovaquie, une structure qu'ils qualifient de « *projet politique* ».

Jozef Kollar, Martin Chren et Juraj Droba ont quitté Liberté et solidarité avec deux anciens ministres du

gouvernement d'Iveta Radicova (2010-2012) – Juraj Miskov et Daniel Krajcer – et rejoint le nouveau parti NOVA, créé par deux anciens membres du Mouvement chrétien-démocrate, Daniel Lipsic et Jana Zitnanska. 75 autres membres du parti de droite – dont près d'un tiers de ses autorités régionales – les ont rejoints. Enfin, le Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes a également perdu deux députés : Alojz Hlina et Maria Ritomska.

Toutefois, au-delà des forces de droite, c'est l'ensemble de la classe politique qui est affectée et dont l'image est écornée. Les Slovaques expriment une forte défiance envers leurs élites.

Le Mouvement chrétien-démocrate, l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique et Most-Hid se sont alliées pour former la Plateforme populaire fondée sur le partage de valeurs issues du message du 17 novembre, qui célèbre la révolution douce (*nezna revolucia*) de 1989 qui a conduit à la chute du système communiste en Tchécoslovaquie. Ces 3 partis ont cependant échoué à désigner un candidat unique pour l'élection présidentielle.

Le Mouvement chrétien-démocrate et Most-Hid étaient favorables à une candidature de Pavol Hrusovsky mais l'Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique a refusé cette proposition. Le parti dirigé par Pavol Freso soutenait la candidature de l'ancienne Premier ministre (2010-2012) Iveta Radicova alors même que celle-ci avait déclaré qu'elle ne souhaitait pas participer au scrutin. Selon les enquêtes d'opinion, l'ancienne Premier ministre était la seule personne en mesure de battre Robert Fico en mars prochain.

De son côté, Liberté et solidarité avait désigné le 11 juin 2013 son député Peter Osusky comme candidat à l'élection présidentielle avant que celui-ci ne renonce au début du mois de février.

3 candidats à l'élection présidentielle – Jan Carnogursky, Pavol Hrusovsky et Radoslav Prochazka – sont issus du Mouvement chrétien-démocrate. Ces deux derniers sont, avec Milan Knazko et Andrej Kiska, considérés comme les principaux challengers du Premier ministre Robert Fico.

Jan Baranek, politologue de l'agence Polis, a indiqué que les candidatures de Gyula Bardos et de Jan Carnogursky affaiblissaient Pavol Hrusovsky. Selon lui, une partie des sympathisants de Most-Hid vont voter pour le candidat de la minorité hongroise et de nombreux proches de l'Union démocratique et chrétienne-Parti

Election présidentielle en Slovaquie 15 & 29 mars 2014

démocratique feront de même en faveur de Jan Carnogursky. En outre, selon les enquêtes d'opinion, Pavol Hrusovsky recueillerait la moitié des suffrages des sympathisants du mouvement chrétien-démocrate alors que 90% des sympathisants de Direction-Démocratie sociale affirment qu'ils voteront le 15 mars en faveur de Robert Fico.

La dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Median pour la radio télévision RTVS crédite le Premier ministre Robert Fico de 38,8% des suffrages au 1er tour de l'élection présidentielle. Il est suivi par Andrej Kiska, qui recueillerait 18,6%, Milan

Knazko, qui obtiendrait 12,9% et Radoslav Prochazka, 9,9%. Pavol Hrusovsky est crédité de 5,7%, Helena Mezenska de 5,6%, Gyula Bardos de 2,6%, Viliam Fischer de 2,1% et Jan Carnogursky de 1,8%. Les 4 autres candidats (Milan Melnik, Jozef Behyl, Jozef Simko et Jan Jurista) recueilleraient moins de 1% des voix.

Le chef du gouvernement est également l'homme politique que les Slovaques considèrent comme le plus sérieux et le plus digne de confiance : 34,7% expriment cette opinion dans un sondage réalisé par l'institut MVK.

Rappel des résultats de l'élection présidentielle des 21 mars et 4 avril 2009 en Slovaquie

Participation : 43,62% (1er tour) et 51,65% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	% des suffrages (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	% des suffrages (2e tour)
Ivan Gasparovic (Direction-Démocratie sociale, SMER-SD)	876 061	46,71	1 234 787	55,53
Iveta Radicova (Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique, SDKU-DS, Mouvement chrétien-démocrate, KDH, Parti conservateur civique, OKS, Parti de la coalition hongroise, SMK-MKP)	713 735	38,05	988 808	44,47
Frantisek Miklosko (Conservateurs-démocrates, KDS)	101 573	5,42		
Zuzana Martinakova (Forum civique, SF)	96 035	5,12		
Milan Melnik (Mouvement pour une Slovaquie démocratique, HZDS)	45 985	2,45		
Dagmara Bollova (indépendante)	21 378	1,14		
Milan Sidor (Parti communiste, KSS)	20 862	1,11		

Source : Institut national de la statistique

Andrej Kiska est le nouveau président de la République slovaque

Corinne Deloy

Résultats

Andrej Kiska, qui se présentait en candidat indépendant, a été élu le 29 mars président de la République de Slovaquie au 2e tour du scrutin présidentiel. Avec 59,38% des suffrages, il a largement devancé le Premier ministre sortant Robert Fico (Direction-Démocratie sociale, SMER-SD) qui a obtenu 40,61% des voix. Au 1er tour de scrutin, ce dernier avait remporté 28,01% des suffrages et Andrej Kiska, 24,01%.

Andrej Kiska s'est imposé dans 7 des 8 régions slovaques, seule la région de Trencin a voté en faveur de Robert Fico. Il a également réalisé ses résultats les plus élevés dans les plus grandes villes du pays, et notamment à Bratislava (74,16% des voix).

La participation s'est établie à 50,48%, un taux plus élevé que celui enregistré lors du 1er tour (+ 7,08 points).

Résultats de l'élection présidentielle des 15 et 29 mars 2014 en Slovaquie

Participation: 43,40% (1er tour) et 50,48% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Andrej Kiska (indépendant)	455 996	24,01	1 307 065	59,38
Robert Fico (Direction-Démocratie sociale, SMER-SD)	531 919	28,01	893 841	40,61
Radoslav Prochazka	403 548	21,25		
Milan Knazko	244 401	12,87		
Gyula Bardos	97 035	5,11		
Pavol Hrusovsky (Mouvement chrétien-démocrate, KDH, Union démocratique et chrétienne-Parti démocratique, SDKU-DS, et Most-Hid)	63 298	3,33		
Helena Mezenska (Parti des gens ordinaires et des personnalités indépendantes, OL'aNO)	45 180	2,38		
Jan Jurista (Parti communiste, KSS)	12 209	0,64		
Jan Carnogursky (indépendant)	12 207	0,64		
Viliam Fischer	9 514	0,50		
Jozef Behyl	9 126	0,48		
Milan Melnik	7 678	0,40		
Jozef Simko (Parti de la Slovaquie moderne, SMS)	4 674	0,25		
Stanislav Martincko (Coalition des citoyens de Slovaquie)	2 547	0		

Source : Institut national de la statistique

Election présidentielle en Slovaquie 15 & 29 mars 2014

« Je veux remercier les électeurs qui m'ont donné un mandat fort. Je vais remplir toutes les promesses que je leur ai faites. J'ai promis d'être le président de tous les citoyens ; je vais œuvrer pour unir et motiver les gens, pour que nous puissions être fiers de notre pays, pour que les gens se sentent bien ici » a déclaré Andrej Kiska à l'annonce des résultats. « Andrej Kiska pourrait attirer des sympathisants des candidats qui ont échoué au 1er tour et s'assurer aussi des votes de contestation tandis que Robert Fico compte surtout sur la mobilisation de son parti » affirmait Grigorij Meseznikov, directeur de l'Institut des Affaires publiques (IVO) durant l'entre-deux tours. Le candidat indépendant a en effet manifestement bénéficié d'un sentiment anti-Robert Fico et de la méfiance de la population à l'égard de la classe politique. « La victoire d'Andrej Kiska témoigne du fait que les Slovaques veulent un président capable de les représenter tous (...) Robert Fico a échoué à mobiliser ses partisans. Beaucoup d'électeurs sont déçus de son gouvernement » a indiqué Grigorij Meseznikov.

La campagne du candidat indépendant, centrée sur la lutte contre la corruption et la concentration des pouvoirs, a été un succès auprès de Slovaques inquiets d'une éventuelle présidentialisation du système politique du pays et surtout de voir un seul parti, voire un seul homme, rassembler tous les pouvoirs. « Le vote ne s'est pas fait pour Andrej Kiska mais contre Robert Fico et la menace qu'il représentait d'un contrôle par son parti de toutes les positions de pouvoir » a indiqué le politologue Samuel Abraham. En ce sens, le vote du 29 mars rappelle les deux tentatives – vaines – de l'ancien Premier ministre (1993-1994 et 1994-1998) Vladimir Meciar (Mouvement pour une Slovaquie démocratique, HZDS) à se faire élire à la tête de l'Etat (1999 et 2004). « Andrej Kiska est un homme sans opinions politiques et sans capacité de leadership, mais il est un joker idéal pour tous ceux qui détestent la politique traditionnelle, et donc aussi celle menée par Robert Fico. Pour la première fois, le Premier ministre n'a pas su évaluer une nouvelle tendance et un changement de l'opinion publique qui n'est plus dirigée contre la gauche ou la droite mais contre la politique en tant que telle » écrit Dag Danis, éditorialiste politique au quotidien Dnes.

En dépit de sa forte popularité (liée à sa politique anti austérité et à sa défense des plus défavorisées et de

la classe moyenne) et du soutien que lui avait apporté le président de la République sortant Ivan Gasparovic, le Premier ministre Robert Fico, qui n'avait pas hésité à qualifier l'élection présidentielle de « référendum sur (son parti) Direction-Démocratie sociale », a donc échoué dans son pari d'accéder à la tête de l'Etat. Dans la campagne pour le 2e tour, le chef du gouvernement avait dénoncé le passé de son adversaire qu'il avait qualifié d'« usurier » (Andrej Kiska a dirigé des sociétés de crédit à la consommation) et accusé d'être proche de l'église de scientologie. La question religieuse est un enjeu important en Slovaquie où 60% de la population se déclare catholique. Robert Fico a d'ailleurs à plusieurs reprises évoqué mis en avant son éducation catholique.

« Même en cas de sa défaite, Robert Fico continuera à occuper son poste de premier ministre, le gouvernement et le parlement continueront leur travail » a indiqué dans l'entre-deux tours le président du Conseil de la République, chambre unique du parlement, Pavol Paska (SMER-SD). « Robert Fico ne démissionnera pas de son poste et tentera de conserver le poste de Premier ministre jusqu'à la fin de son mandat en 2016, en dépit d'une autorité ébranlée » a déclaré Grigorij Meseznikov.

Agé de 51 ans, Andrej Kiska est né à Poprad, ville située au cœur de la Slovaquie. Il est diplômé de la faculté d'ingénierie électrique de l'université de technologie de Bratislava. Il a débuté sa carrière professionnelle comme *designer* avant de fonder, en 1996 TatraCredit, Triangle et Quatro, trois sociétés de crédit à la consommation qu'il revendra en 2005 à la banque slovaque VUB. Devenu multimillionnaire, il crée cette même année avec Igor Brosmann L'Ange de la charité (*Dobry Anjel*), association qui soutient financièrement les familles slovaques et tchèques défavorisées dont les enfants sont atteints de maladies graves et à laquelle il a fait don de 2,5 millions €. Andrej Kiska en a démissionné du conseil d'administration le 1er juin 2013 pour se consacrer à sa candidature à l'élection présidentielle. Première personne à se déclarer candidate à ce scrutin à l'automne 2012, Andrej Kiska est également le premier chef de l'Etat slovaque qui ne possède pas de passé communiste depuis l'indépendance du pays en 1993.

Reste à voir ce que le nouveau chef de l'Etat, novice en politique positionné au-dessus des partis mais dont la vision politique reste floue, fera de son mandat. Il a assuré qu'il souhaitait faire contrepoids au gouvernement dirigé par Robert Fico. « *Le nouveau chef de l'Etat est certes moins expérimenté que Robert Fico, mais il est un homme politique favorable à la démocratie, à l'économie de marché et à une orientation pro-occidentale de la politique étrangère* » a indiqué Dag Danis. « *Le seul risque, c'est que le Premier ministre Robert Fico, une fois vaincu, cherche un conflit avec le nouveau président de la République* » affirme Grigorij Meseznikov. Andrej Kiska prêterait serment le 15 juin, jour de l'expiration du 2e mandat de l'actuel président, Ivan Gasparovic. Il a indiqué que sa première visite à l'étranger le conduirait « bien sûr » en République tchèque.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.